

Cassis de Dijon : un marché de dupes

Le référendum lancé contre l'introduction unilatérale du principe du cassis de Dijon est apparu à certains comme un réflexe conservateur face à l'Europe et au libre-échange. Pourquoi, en effet, s'opposer à la commercialisation de nouveaux produits que nos voisins européens ont déjà acceptés sur leurs marchés ? Une concurrence accrue n'assurerait-elle pas aux consommateurs suisses des produits plus attractifs et à meilleur prix ?

Il s'agit là, malheureusement, d'une vision très théorique. En effet, un surcroît de concurrence ne débouche pas automatiquement sur une amélioration de la qualité des marchandises disponibles. Un produit fabriqué dans un pays où les coûts de production sont moins élevés s'avèrera peut-être plus concurrentiel que son frère jumeau soumis à des conditions de production plus contraignantes. Mais sera-t-il pour autant de meilleure qualité ? Rien n'est moins sûr, car le savoir-faire a un prix. La question des conditions écologiques et sociales de production ne doit en outre pas être oubliée. Pour le consommateur suisse, friand de produits biologiques et de commerce équitable comme aucun autre, le respect de certaines normes environnementales et sociales fait partie intégrante de la notion de qualité.

Et si au moins des prix plus attractifs nous étaient assurés ! Notre expérience dans le domaine des produits agricoles est peu concluante: l'accroissement de la concurrence s'est soldé ces dernières années par une augmentation des prix à la consommation de 12,5 % et par la mise sous pression des producteurs locaux, qui ont subi une baisse de près de 25 % sur leurs prix. Les bénéfices ont donc été encaissés par des intermédiaires et non par les consommateurs. Pire, la situation économique des producteurs locaux s'est péjorée. Or ne sommes-nous pas tous des producteurs ou des travailleurs, tributaires d'un revenu correct pour accéder à la consommation ?

Voilà les risques que nous ferait prendre l'adoption unilatérale du principe du cassis de Dijon : de nouveaux produits peut-être, mais pas forcément de meilleure qualité, ni meilleur marché. Ils pourraient par contre être moins respectueux de l'environnement et moins responsables socialement. Enfin, ils impliqueraient certainement une pression supplémentaire pour les PME et les producteurs locaux. A-t-on vraiment à y gagner ?

Adèle Thorens Goumaz, publié dans Le Nouvelliste le 3 septembre 09